



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 184 du 18 octobre 2019

Pays Nordiques

Compétitivité. Trois pays nordiques sont présents dans le top 15 du classement 2019 des pays les plus compétitifs, publié par le Forum Economique Mondial (WEF). Ce rapport analyse l'économie de 141 pays en fonction de plusieurs facteurs tels que les infrastructures, les institutions, l'éducation et la formation, la stabilité macroéconomique et la réceptivité aux nouvelles technologies. La Suède gagne une place et occupe la 8^{ème} position, le Danemark se classe 10^{ème} devant la Finlande (11^{ème}). La Norvège est 17^{ème} et l'Islande 24^{ème}. 22^{ème} en 2017 puis 17^{ème} en 2018, la France intègre le top 15 dans le classement 2019.

Moyens de paiement. Le projet P27 Nordic Payments Platform, dont l'objectif est de mettre en place dès 2021 une application nordique permettant de réaliser en temps réel et à faible coût des paiements transfrontaliers par smartphone, a trouvé un accord pour son financement. Les actionnaires du projet P27, à savoir six banques nordiques (*Danske Bank, Handelsbanken, Nordea, OP Financial Group, SEB et Swedbank*) ont décidé d'investir au total 50M€ pour développer et commercialiser cette technologie de paiement numérique qui repose sur les numéros de téléphones et non pas sur les coordonnées bancaires des usagers. Il existe d'ores et déjà des applications nationales dans ce domaine qui connaissent beaucoup de succès : c'est le cas de Swish en Suède, créée en 2012, avec plus 7,2 millions usagers particuliers et 211 000 entreprises qui font en moyenne entre 4 et 5 virements par mois.

Rank	Economy	Score ¹	Diff. from 2018 ²	
			Rank	Score
1	Singapore	84.8	+1	+1.3
2	United States	83.7	-1	-2.0
3	Hong Kong SAR	83.1	+4	+0.9
4	Netherlands	82.4	+2	—
5	Switzerland	82.3	-1	-0.3
6	Japan	82.3	-1	-0.2
7	Germany	81.8	-4	-1.0
8	Sweden	81.2	+1	-0.4
9	United Kingdom	81.2	-1	-0.8
10	Denmark	81.2	—	+0.6
11	Finland	80.2	—	—
12	Taiwan, China	80.2	+1	+1.0
13	Korea, Rep.	79.6	+2	+0.8
14	Canada	79.6	-2	-0.3
15	France	78.8	+2	+0.8

Danemark

Brexit. Le gouvernement a présenté son plan d'action pour aider les PME danoises à se préparer au Brexit. Il comporte trois volets principaux : informations et conseils (diffusion d'informations), capacité administrative (hausse des effectifs et prolongation des horaires d'ouverture des autorités compétentes) et soutien à la transition (subvention aux dépenses pour un conseil externe, aide au développement de compétences, conseils sur les opportunités d'exportation sur le marché britannique). Le plan d'action comprend des initiatives d'une valeur de près de 50 MDKK (6,7 M€).

Fiscalité. La Confédération des Industries danoises (*Dansk Industri*) a présenté 60 propositions destinées à simplifier les règles fiscales pour les entreprises. L'organisation suggère de supprimer les règles de déductions superflues afin de répondre à un constat : près de 70% des plus petites entreprises commettent des erreurs dans leurs déclarations fiscales. Il s'agit également de permettre aux autorités fiscales un gain de temps important sur le contrôle du respect de ces règles, encore jugées complexes, et de redéployer les ressources ainsi dégagées vers la lutte contre la fraude.

Finance durable. A l'image des fonds de pension, les investisseurs de taille moyenne, les syndicats ou les gestionnaires d'actifs, achètent de plus en plus « d'actifs verts ». Selon *Hemonto*, consultant indépendant en gestion d'actifs, les clients sont bien plus sensibilisés à l'impact de leurs investissements qu'auparavant. Le cabinet a choisi de s'associer avec fintech *Matter* afin d'offrir aux clients des analyses sur la durabilité de leurs placements leur permettant de mesurer l'impact de leur portefeuille (pauvreté, RSE, énergies fossiles, etc.).

Finlande

Fortum-Uniper. Le finlandais Fortum augmente sa participation dans l'entreprise énergétique allemande Uniper à 70,5% en rachetant des actions au montant de 2,3 Mds€, portant sa participation à 6,2 Mds€. Il s'agit d'une opération à laquelle s'opposait la direction d'Uniper et les syndicats allemands en raison, entre autres, des risques de délocalisation du siège social, de réduction d'effectifs ainsi que l'abandon éventuel du charbon. Fortum a communiqué sur sa volonté de créer un leader énergétique européen en consolidant les activités des deux entreprises.

Fiscalité énergétique. Le programme du gouvernement prévoyait une révision de la taxation énergétique, dans le but de promouvoir l'objectif de neutralité carbone à horizon 2035. Le projet de budget pour l'année 2020 fait état de recettes fiscales énergétiques de l'ordre de 4,6 Mds€, en diminution de 0,25%. La principale mesure concerne l'augmentation de la taxation des combustibles automobiles à hauteur de 83 M€. Les autres mesures (suppression du crédit d'impôt des industries énergivores, nouvelles hausses de taxation des carburants automobiles) sont reportées aux années suivantes. Un groupe de travail parlementaire sur la fiscalité des transports a par ailleurs été mis en place, dont les conclusions sont attendues au printemps 2021.



Islande

Arctique. Le 9 octobre 2019, le Conseil de l'Arctique et le Conseil économique de l'Arctique ont tenu leur première réunion conjointe à Reykjavík. L'organisation de cette réunion avait été préparée par la signature d'un protocole d'entente par les secrétariats des deux conseils en mai dernier, à Rovaniemi. L'Islande, qui assure actuellement la présidence à la fois du Conseil de l'Arctique et du Conseil économique de l'Arctique, cherche à renforcer la coopération entre les deux organes. Les discussions ont porté sur le transport maritime et l'économie bleue, la connectivité des télécommunications, le développement responsable des ressources et la biodiversité, ainsi que sur les investissements responsables et la RSE.

Lutte anti-blanchiment. L'Islande risque d'être inscrite sur la liste grise du Groupe d'Action Financière (GAFI). Le dernier rapport de suivi du GAFI a jugé les progrès réalisés par l'Islande insuffisants, ce qui pourrait mener à son inscription sur liste grise lors de la prochaine réunion plénière, du 16 au 18 octobre. En effet, il pourrait être retenu que le pays ne se conforme toujours pas ou seulement partiellement à 12 des 40 recommandations faites en 2018 lors de l'évaluation des mesures prises pour lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Norvège

Hydrocarbures. Le 7 Octobre, la compagnie pétrolière norvégienne Equinor a annoncé le début de la production de la phase 1 du champ géant de Johan Sverdrup avec deux mois d'avance sur le calendrier. Au total, 10,5 Mds\$ ont été investis dans le champ, qui atteindra une production plateau de 440 000 bep/jour lors de cette première phase. La phase 2 devrait commencer fin 2022 et la production sera alors de 660 000 bep/jour. Johan Sverdrup est l'un des plus gros champs découverts au large de la Norvège avec des réserves s'élevant à 2,7 Mds bep. L'opérateur du champ est Equinor avec 42,6% de participation. Les autres actionnaires sont Lundin Norway (20%), la société nationale Petoro (17,4%), Aker BP (11,6%) et enfin Total (8,4%).

Télécoms. L'opérateur Telia (Suède) a finalement choisi l'entreprise suédoise Ericsson pour mettre en place son réseau 5G en Norvège. L'opérateur téléphonique vise une couverture nationale de son réseau 5G pour l'horizon 2023. Pour rappel, Telia aurait pu s'associer avec l'entreprise chinoise Huawei étant donné que la Norvège n'a imposé aucune restriction à ses opérateurs télécoms dans le choix de leur fournisseur. Telenor, le leader des télécoms en Norvège, devrait choisir son fournisseur d'ici la fin de l'année.

Budget. Dans la lignée des deux années précédentes, le budget 2020 proposé par le gouvernement norvégien se veut « budgétairement neutre », c'est-à-dire sans influence sur la croissance économique. Le déficit primaire, mesuré comme l'excédent des dépenses sur les recettes non pétrolières, s'élèvera à 7,6% du PIB continental (hors recettes pétro-gazières), contre 7,8% pour le budget 2019 et à 6,6% du PIB global (-0,1% par rapport à 2019). Pour combler ce déficit, l'Etat prélèvera 234 Mds NOK (23 Mds€) du Fonds souverain, ce qui correspond à 2,6% de la valeur du Fonds (contre 2,7% pour le budget 2019). La Norvège va ainsi à nouveau respecter la règle budgétaire de 2001 et révisée en 2017, fixant à 3% le plafond de prélèvement sur les actifs du Fonds.

Suède

Taux de change. La dépréciation de la couronne suédoise s'est accentuée en octobre, si bien qu'elle est actuellement à son bas niveau face au dollar depuis 2002. Les cambistes locaux estiment que, dans la perspective d'un ralentissement conjoncturel et avec un taux indicateur toujours négatif, elle pourrait s'échanger sur les marchés au-delà des seuils de 10 SEK pour 1 \$ et de 11 SEK pour 1 € d'ici fin 2019. Les taux de changes sont actuellement de 9,80 SEK/\$ et de 10,85 SEK/€.

Syndicats. Le taux de syndicalisation continue de baisser en Suède et vient de passer à 67% en 2018 contre 77% en 2006. Parmi les trois confédérations syndicales LO (employés et ouvriers), TCO (cols blancs) et SACO (professions libérales, enseignement), c'est LO qui connaît la baisse d'adhérents la plus importante. En effet, le taux de syndicalisation des cols bleus est passé de 77% en 2006 à 59% en 2018 (de 77% à 72% pour les cadres et employés de bureau durant cette même période). Parmi les branches professionnelles les plus affectées chez LO, le taux de syndicalisation pour les employés du secteur de l'hôtellerie-restauration s'élève à 30%, 50% pour les services aux entreprises, 50% dans le commerce de détail et 57% dans les transports. En revanche, le taux de syndicalisation des cols bleus est plus important dans l'industrie (72%) et le BTP (62%).

Internet. La Fondation internet (*Internet stiftelsen*) vient de publier son rapport 2019 sur l'accès et l'usage d'internet par les Suédois. Il ressort notamment que 95% de la population utilise désormais internet, dont 91% quotidiennement. Cela implique que les usagers seniors ne cessent de progresser (93% des 66-75 ans et 69% des plus de 76 ans). 91% des habitants sont connectés via un ordinateur, 90% via un téléphone mobile et 61% via une tablette. En termes de qualité d'accès, 57% de la population bénéficie aujourd'hui d'une connexion via la fibre, 16% via un routeur wifi, 10% via le câble et 10% par l'ADSL. En termes d'équipements à domicile, 99% des Suédois ont un mobile personnel (92% un smartphone), 93% un ordinateur et 70% une tablette. 84% de la population dispose du système d'identification numérique développé par les banques suédoises (en ligne avec le règlement Mifid II), Bank-id, qui permet de signer



électroniquement de nombreux documents/contrats tant avec les opérateurs privés que dans le secteur public. Plus de 7 habitants sur 10 (74%) utilisent des services publics en ligne (74% ceux de l'Agence suédoise des impôts, 53% les applications des établissements du secteur santé, 45% ceux de l'Agence des retraites et enfin 29% les services en ligne de la Sécurité sociale).

Northvolt. La construction de la Gigafactory de batteries du groupe Northvolt à proximité du cercle polaire (Skellefteå) vient de débuter avec l'objectif d'un début de production des 2 lignes de 8 GWh en 2021. L'usine de batteries devrait, à terme, disposer de 5 lignes de 8 GWh, soit plus que l'usine Tesla au Nevada (35 GWh). Les 2 premières lignes, d'un coût de 1,2 Md€, ont pu être financées grâce notamment à la BEI, Goldman Sachs, Vargas, AMF, Folksam, Volkswagen, BMW, Ikea, ABB, Epiroc, Vattenfall, Siemens, Scania et Vestas. Northvolt met en outre en avant un carnet de commandes déjà conséquent (près de 13 Mds€ d'ici 2030). Sur le plan environnemental, Northvolt souligne le faible bilan carbone de ses futures batteries grâce à la proximité des grands barrages hydroélectriques et au choix porté sur des fournisseurs de matières premières à empreinte carbone faible. La cathode des batteries au lithium sera composée à 80% de nickel, 10% de cobalt et 10% de manganèse. Northvolt devrait également être le 1er au monde à recycler ses futures batteries usées à proximité de son usine. Northvolt a également pour ambition de construire une 2ème Gigafactory en Allemagne, à Salzgitter, avec le groupe Volkswagen (16 GWh, production en 2023/2024).

Produits alimentaires. Les ventes de produits alimentaires ont atteint 296 Mds SEK en 2018 (27 Mds€), soit une progression de 5,3% par rapport à 2017. Les ventes de soda et de jus de fruits ont augmenté de 11%, contre 7,8% pour les friandises et 6,5% pour les légumes. Les Suédois figurent depuis des années parmi les plus grands consommateurs de sucreries avec un budget annuel de 2 300 SEK (210€/an) par personne pour ce type de produits.

TIC. Les investissements des entreprises avec plus de 250 employés dans les TIC ont atteint 61,5 Mds SEK (5,6 Mds€) en 2019, ce qui correspond à une baisse de 5,5% par rapport à 2017. En revanche, les dépenses en matière de leasing d'équipements de cette nature est en progression de 7% durant la même période.

Volvo Cars/Geely. Le groupe suédois et le constructeur chinois Geely (qui détient 99% du capital de Volvo Cars) envisagent de créer une entreprise commune de fabrication de moteurs à combustion pour les modèles hybrides. Ce projet répond à l'objectif de Volvo Cars d'offrir la possibilité d'équiper l'ensemble des nouveaux véhicules d'une motorisation électrique (entièrement électrique ou moteurs hybride). La création d'une JV Volvo Cars-Geely ne devrait pas affecter la masse salariale globale des deux groupes car elle se devrait se faire avant tout via des transferts de personnel (3 000 employés concernés pour Volvo Cars, 5 000 pour Geely).

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques

Croissance 2019	Islande	Norvège	Danemark	Suède	Finlande
> à 2%					
de 1% à 2%					
de 0% à 1%					
< ou égal à 0%					

Croissance 2020	Islande	Norvège	Danemark	Suède	Finlande
> à 2%					
de 1% à 2%					
de 0% à 1%					
< ou égal à 0%					

Source : Commission Européenne, prévisions d'hiver (février 2019)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
PIB	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Gouvernement	1,7	1,6	1,7	1,2	2,1	3,4	1,6	1,4	-	-
Banque centrale	1,8	1,7	1,6	1,5	2,0	2,3	1,5	1,5	-0,2	1,9
Institut stat./conj****.	2	1,7	2,4	1,4	2,1	2,5	1,5	1,3	-0,2	2,6
Commission*	1,7	1,6	1,6	1,2	1,8	1,8	1,4	1,6	1,8	2,8
FMI**	1,7	1,9	1,2	1,5	1,9	2,4	0,9	1,5	0,8	1,6
OCDE***	2,1	1,7	1,5	1,4	1,8	2,1	1,6	1,6	1,0	2,4
SEB	1,9	1,7	1,5	1,6	2,0	2,9	1,5	1,3	-	-
Nordea	1,8	1,5	1,2	1,0	2,5	2,3	1,4	1,0	-	-
Danske Bank	2,0	1,3	1,2	1,8	2,6	2,2	1,0	0,7	-	-

Source :

* Prévisions de printemps (mai 2019)

** World Economic Outlook (avril 2019)

*** Perspectives économiques (mai 2019)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration

2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Déficit public	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Gouvernement	0,2	0,0	-0,6	-0,3	7,2	7,6	0,6	0,3	-	-
Commission*	0,6	-0,1	-0,4	-0,2	7,7	7,6	0,4	0,4	1,3	0,7
FMI**	0,2	0,0	-0,7	-1,0	7,6	7,8	0,4	0,3	-0,7	0,1
OCDE***	0,3	0,2	-0,4	0,1	7,8	7,8	0,8	1,0	0,0	-0,2

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Dette publique	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Gouvernement	34,6	33,5	59,1	57,8	-	-	34,5	33,4	-	-
Commission*	33,0	32,5	58,3	57,7	32,1	30,7	34,4	32,4	38,6	36,2
FMI**	33,0	31,8	58,9	59,1	40,0	40,0	36,9	35,4	33,6	31,5

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Autres	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
inflation (IPCH)*	1,3	1,5	1,4	1,6	2,6	2,3	1,5	1,6	3,5	3,0
cons. privée*	2,0	2,1	1,6	1,4	1,8	1,7	1,8	2,2	3,4	2,8
chômage (BIT)*	4,8	4,7	6,7	6,2	3,4	3,3	6,4	6,4	3,2	3,3

Source :

* *Prévisions de printemps (mai 2019)*

** *World Economic Outlook (avril 2019)*

*** *Perspectives économiques (mai 2019)*

**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statistiska*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

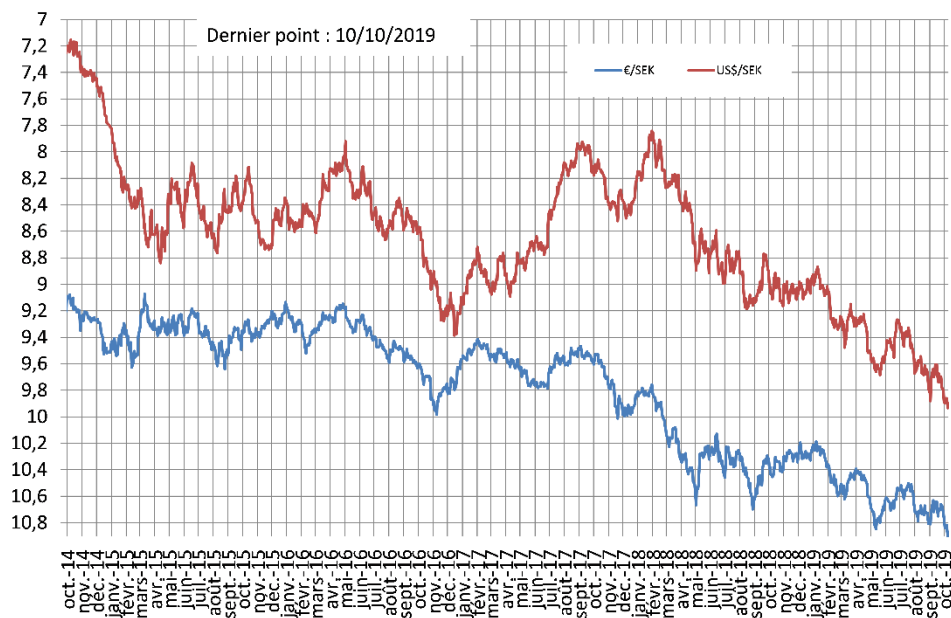
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

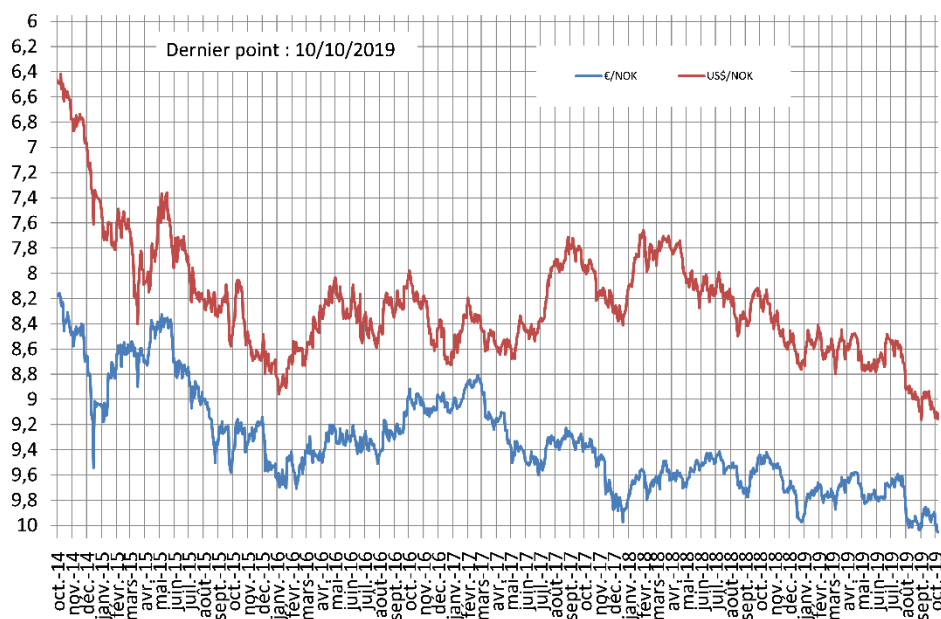


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à eric.duedal@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, R. Duvernay, B. Valilou), Helsinki (P. Pouliquen, L. Vihinen, J. Zribi), Oslo (B. Zanghellini, B. Mondy), de l'ambassade de France en Islande (G. Gallot, L. Courtade) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaître, R. Saudrais, J. Grosjean, F. Caudron).